

Le président de l'Odarc,
Dominique Livrelli.
PAULE SANTONI

PROPOS RECUEILLIS PAR
JULIAN MATTEI
jumattei@corsematin.com

L'agriculture tient salon à Paris en pleine crise. Les annonces d'Emmanuel Macron sur les prix planchers et les trésoreries d'urgence sont-elles de nature à apaiser les tensions ?

Je ne crois pas. Le malaise du monde agricole est bien plus profond. Certes, il y a des problèmes de trésorerie dans de nombreuses exploitations. Mais ce qui pose difficulté, c'est surtout l'orientation de la politique agricole commune (Pac), qui ne va pas dans le sens de la production. Notamment pour des régions comme la nôtre, car elle est centrée sur des aides surfaciques. J'observe par ailleurs que 80 % des annonces ne concernent pas l'agriculture corse. Nos éleveurs ne sont concernés en rien par les 150 millions d'euros d'aides à l'élevage. Il faudrait un dispositif propre à la Corse.

Le Salon international de l'agriculture s'achève dimanche. Quel est l'enjeu de cet événement pour l'agriculture corse ?

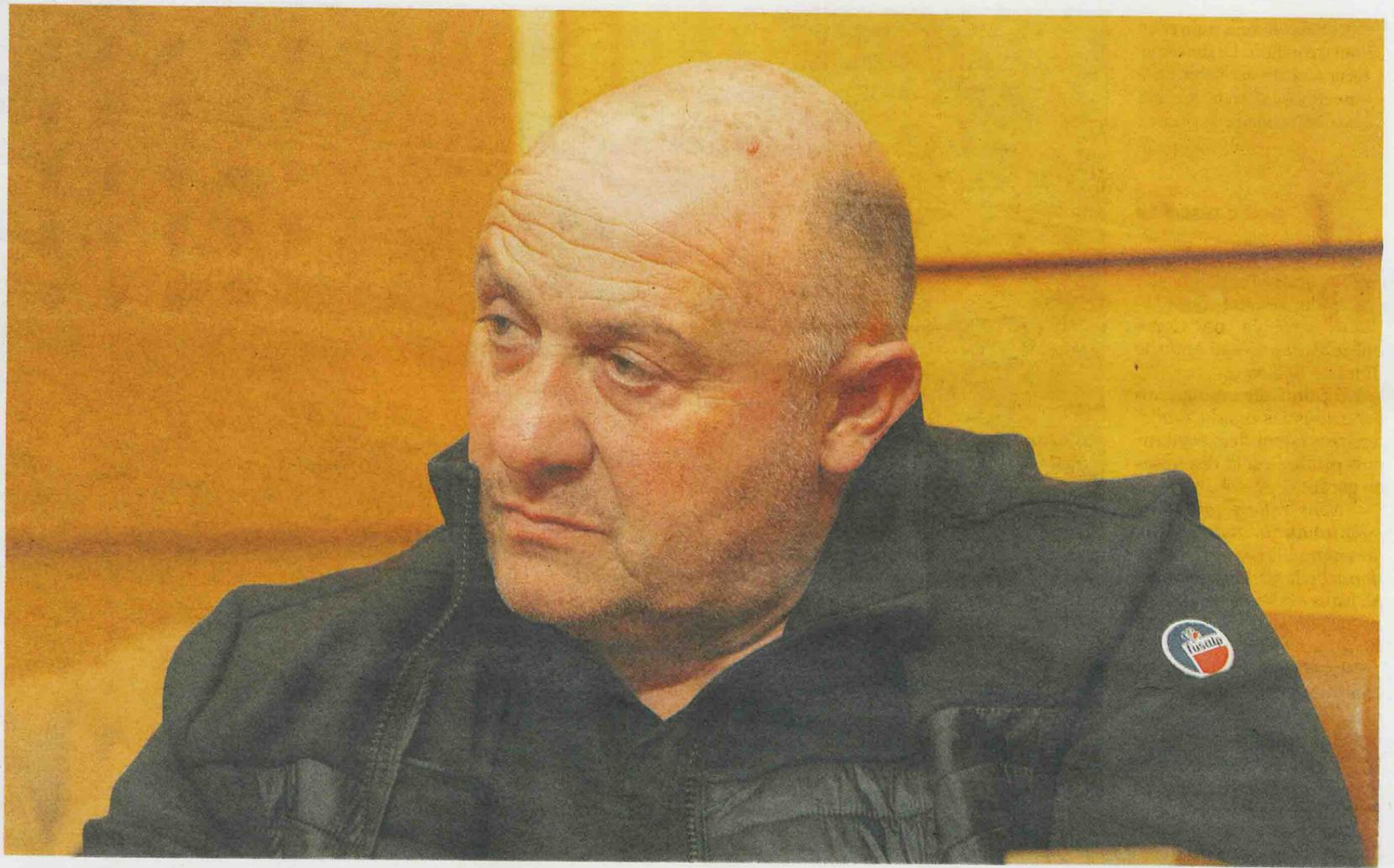
C'est avant tout une vitrine pour montrer que nous avons des produits de qualité en Corse. Nous figurons parmi les régions qui ont le plus de produits labellisés. Qu'il s'agisse d'IGP ou d'AOP. Cela témoigne d'un dynamisme. Le salon permet également de promouvoir des produits agrotouristiques, comme la Route des sens. C'est la raison pour laquelle la Collectivité de Corse fait un effort conséquent, à hauteur de 800 000 euros, pour permettre à 80 producteurs d'être représentés.

Un bruit court selon lequel la Collectivité ne financerait plus le salon à l'avenir. Vous confirmez ?

La Collectivité continuera à financer le salon mais sous une autre forme avec d'autres modalités et, sûrement, certaines restrictions qui restent à définir. Mais la Corse y sera toujours présente.

Vous ferez le tour de l'île entre mars et avril pour détailler les mesures de la nouvelle Pac et échanger sur les enjeux propres à chaque territoire*. Qu'est-ce qui va changer ?

La nouvelle Pac a des orientations bien précises en matière de structuration des exploitations et de développement de la production, qu'il faut décliner de façon concrète. L'objectif est de faire émerger des projets à l'échelle de chaque territoire. Nous allons nous déplacer avec les services de l'Odarc pour discuter directement avec les agriculteurs et les élus. Le but est de structurer les filières, de moderniser les exploitations et de tendre vers plus de production.



« L'autonomie alimentaire est notre boussole »

Dominique Livrelli. En plein Salon de l'agriculture, le président de l'office de développement agricole et rural de la Corse (Odarc) situe les enjeux de cet événement et décline sa feuille de route pour soutenir la production dans l'île, au moment où le monde agricole traverse une crise qui secoue le pays.

La production est le mantra de tous les responsables agricoles depuis vingt ans. En attendant, la superficie agricole utilisée couvre 36 % du territoire corse, contre 55 % pour la moyenne nationale. Comment passer de la théorie à la pratique ?

L'enjeu premier est de structurer les exploitations. Dans le cadre du volet corse du nouveau plan stratégique national (PSN), nous avons prévu des lignes d'aides pour soutenir la structuration des exploitations, par exemple dans l'élevage avec des taux d'aide à 80 % pour clôturer, à 60 % pour mettre en culture et 75 % pour semer. Nous allons aussi soutenir les petites exploitations maraîchères de moins de 3 hectares à un taux de 80 %. L'objectif est de renforcer la production.

Il n'y a pas d'agriculture sans eau. Or, la Corse souffre d'un stress hydrique chronique à chaque saison estivale, faute d'ouvrages suffisants. C'est le serpent qui se mord la queue...

Ce problème est bien identifié. Avec le président de l'office d'équipement hydraulique (OEHC), nous avons fait le tour de chaque territoire pour détailler les besoins. Nous sommes passés d'un taux d'investissement de six millions d'euros annuels, à dix millions, pour arriver à vingt millions.

« Notre ambition est de rendre les exploitations plus productives et plus résilientes »

Jamais un tel effort n'avait été fait auparavant. Dans le cadre du PSN et via le fonds européen pour le développement rural (Feader), l'Odarc a mis une enveloppe de 2,5 millions d'euros à disposition de l'OEHC pour accroître les capacités de stockage et soutenir la réfection de certains réseaux de distribution de l'eau. En espérant qu'une somme sera allouée à l'eau dans le cadre du plan de transformation et d'investissement en Corse, avec le soutien de l'État.

Les dernières semaines ont été peu fournies en précipitations. Cela met-il les exploitations en difficulté ?

Nous avons un problème sur les quelques barrages de la côte orientale où le taux de remplissage se situe autour de 36 %. Un projet de renforcement du réseau est en cours dans cette zone. Les travaux de la première retenue collinaire de Vadina vont être lancés prochainement et la réserve doit voir le jour d'ici trois ou quatre ans. En Corse-du-Sud, le niveau des stocks est assez bon à ce jour. Nous espérons que la pluie de ces jours-ci va permettre de reconstituer les réserves.

Le désordre foncier complexifie aussi l'installation des agriculteurs, au point que nombre de jeunes exploitants jettent l'éponge. Comment y répon-

dez-vous ?

Un nouveau schéma de soutien à l'installation a été validé avec une approche plus technique et économique de chaque exploitation. Les projets qui seront présentés et validés par le bureau de l'Odarc seront plus structurés sur le plan économique. S'agissant du volet foncier, qui concerne de nombreuses régions, bien qu'il soit peut-être plus prégnant chez nous, nous travaillons avec la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) pour trouver des solutions. Le fonds foncier de la Collectivité investit chaque année deux millions d'euros pour acheter des terres et les redistribuer à des agriculteurs par le biais de la Safer.

L'exécutif nationaliste défend depuis 2015 un projet vers l'autonomie alimentaire. N'est-ce pas une vue de l'esprit quand on sait que l'île importe 96 % de ce qu'elle consomme ?

Non. L'autonomie alimentaire est notre boussole. C'est un projet qui se construit sur le long terme. Chaque mesure prise dans le cadre du PSN tend vers cet objectif : rendre les exploitations plus productives et plus résilientes. Toute notre stratégie de développement - reconquête des surfaces agricoles, investissements collectifs, soutien aux filières,

etc. - converge vers cette ambition.

Autre sujet brûlant qui s'invite régulièrement dans l'actualité : la divagation animale, qui reste la bête noire des routes corses. Pourquoi est-ce si insoluble ?

Le premier plan, c'est vrai, date de 1983. Ce problème, pour autant, persiste. En mars, nous présenterons une nouvelle feuille de route, validée lors d'une réunion avec les associations des maires, tous les groupes de l'Assemblée de Corse, tous les syndicats agricoles et les chambres d'agriculture. Une expérimentation a été menée sur quatre territoires, l'Alta Rocca, la Balagne, le Centre Corse et le Taravu. L'Odarc a fait un diagnostic et une étude va être rendue publique. 80 % des bovins sont aujourd'hui identifiés via la mise en place du Bolus auprès des éleveurs, organisée et financée par l'État. C'est un système inviolable. Plusieurs autres actions vont être déployées par l'Odarc, par exemple en aidant la clôture des exploitations à hauteur de 80 %. Nous présenterons toutes ces mesures dans le détail d'ici quelques semaines.

* 4 mars : Olmi-Cappella ; 6 mars : Bastelicaccia ; 8 mars : Cristinacce ; 13 mars : Sartène ; 14 mars : Casamaccioli ; 15 mars : Ghisonaccia ; 18 mars : Petreto-Bicchisano ; 21 mars : Altiani ; 22 mars : Casaglione ; 25 mars : Patrimonio ; 3 avril : Quercitellu ; 8 avril : Figari ; 10 avril : Linguizzetta. Chacune de ces réunions débutera à 9 heures.